

A l'occasion de la 25e édition de cette Journée mondiale, un symposium a été organisé à Yaoundé en présence du ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary.

L'année 2018 est une année électorale. Après les sénatoriales on attend notamment la présidentielle. Et pour assurer une bonne couverture médiatique de cet évènement majeur, la section camerounaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF-Cameroun) pilotée par Aimé Robert Bihina, a saisi la balle au bond.

A l'occasion de la 25e édition de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le président de l'UPF-Cameroun a organisé hier à Yaoundé un symposium avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Une rencontre présidée par le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary en présence du représentant personnel de la secrétaire générale de la Francophonie, le Pr Tidiane Dioh, par ailleurs chargé des programmes médias à l'OIF.

Le fil conducteur retenu à cette occasion : « La qualité du traitement de l'information en période électorale », a permis aux journalistes de mesurer leur responsabilité dans les joutes électorales. Parce que se traduisant par la multitude de nouvelles parutions en presse écrite, de nouvelles stations de radios et chaînes de télévision.

Pour éviter certaines dérives, il a été question de rappeler aux hommes de médias certains fondamentaux afin de mettre à mal les velléités d'instrumentalisation et de manipulation des médias. Pour une couverture impartiale et équilibrée du processus électoral, le Pr. Tidiane Dioh a partagé une réflexion sur la base de ses trois années d'expérience dans l'exercice du journalisme et comme enseignant d'université. De ses propos, l'on retient qu'il n'y a aucune convention régissant la couverture médiatique électorale.

Pourtant, cette couverture reste un élément important dans la vie d'une nation, car une élection mobilise toutes les composantes d'une nation. « La couverture d'une élection s'apprend. Le journaliste est l'historien du présent c'est-à-dire qu'il raconte ce qui se déroule sous ses yeux.

Il ne doit pas se constituer en état médiatique », a expliqué le Pr . Tidiane Dioh. Et d'ajouter : « Le journaliste ne doit pas perdre de vue que le jour du scrutin n'est pas le jour de vérité et doit disposer d'un minimum de recul historique basé sur la vérité des faits. »

Cette initiative de l'UPF-Cameroun a été saluée par le Mincom qui a rappelé que le Cameroun a une presse libre et diversifiée. Il a invité les journalistes camerounais à être des

ambassadeurs dignes du traitement de l'information.

« Vous avez le devoir de protection des intérêts supérieurs en tant que citoyen dans le respect éditorial des médias qui constituent le paysage médiatique de notre pays », a conclu le Mincom. Issa Tchiroma Bakary a annoncé que les prochaines assises de l'UPF en novembre prochain ont reçu le parrainage du chef de l'Etat.

Cameroon Tribune
